Le hooliganisme comme étalon-mesure de l'État de droit en Serbie

Description

La capacité de mobilisation politique et de nuisance sociale des groupes de hooligans serbes est sans commune mesure avec le reste de l'Europe. Leur singularité reflète les spécificités de la vie politique serbe ces trente dernières années.



En annulant précipitamment la Gay Pride à Belgrade en septembre 2013, l'État serbe reculé face à la menace des hooligans de « *perturber* » le défilé. Quelques semaines plus tard, les très graves incidents qui ont entouré le derby de Belgrade en novembre 2013 ont suscité des réactions, ou du moins des déclarations politiques fortes. Il faut dire que par sa dimension politique, par ses liens avec le crime organisé, par son histoire singulière, le hooliganisme serbe est un prisme privilégié permettant d'examiner les transformations de l'État et de la société serbes depuis 30 ans.

L'apparition d'un supportérisme violent et politisé dans les années 1980

Les modèles de supportérisme « *extrême* »[1] se sont diffusés en Europe dans les années 1980 à partir de Grande-Bretagne (modèle hooligan) et d'Italie (modèle ultra). Leur diffusion en Europe fut étroitement liée aux caractéristiques politiques et sociales propres à chaque pays. La Yougoslavie des années 1980, État en pleine déliquescence économique et politique, dont le régime se délégitimait à mesure que la rhétorique nationaliste prenait le dessus, a représenté, plus encore que dans les autres pays communistes, un terreau très fertile à la récupération et à l'appropriation, par une génération de jeunes supporters, des codes du supportérisme engagé et souvent violent.

C'est ce que rappelle Zoran Timic, l'un des fondateurs des premiers groupes de supporters de l'Étoile Rouge (*FK Crvena zvezda*) de Belgrade : « *Le football était un moyen de nous rebeller contre le communisme en Yougoslavie. La plupart des fans de l'Étoile Rouge étaient déjà très nationalistes. Au début des années 1980, nous avons repris à notre compte les chorégraphies et les chants du football italien, et le hooliganisme du football anglais pour créer notre propre style de supportérisme anti-communiste. Le hooliganisme est alors devenu un moyen de montrer que nous étions libres et que nous résistions au communisme* »[2]. On voit donc que la dimension politique s'inscrit dans la naissance même du mouvement en ex-Yougoslavie, et sera cristallisée par la guerre[3].

Ce potentiel de violence s'est d'abord exercé contre la police, avant que les groupes de différentes nationalités ne s'affrontent. Dans les tribunes, les slogans nationalistes et les chants haineux se multipliaient. En Croatie, les Bad Blue Boys du Dinamo Zagreb apportèrent dès le début leur soutien au parti nationaliste HDZ de Franjo Tuđman. En Serbie, Slobodan Milošević a vite compris qu'il lui fallait maintenir sous contrôle ce potentiel de violence sous peine de le voir se retourner contre lui. Il manœuvra donc pour installer Arkan, mafieux puissant et respecté[4], à la tête des supporters de l'Étoile Rouge de Belgrade. Arkan y piocha le noyau de sa future milice paramilitaire, les Tigres, coupable de nombreux crimes de guerre en Croatie et Bosnie. La bataille géante qui opposa les supporters du Dinamo à ceux de l'Étoile Rouge le 13 mai 1990 à Zagreb demeure inégalée par son ampleur, même si son exégèse, par les acteurs eux-mêmes et les médias, en a fait, peut-être de façon fallacieuse, « *le coup d'envoi de la guerre* »[5].

La spécificité du cas serbe

Néanmoins, si le supportérisme violent, ses valeurs et ses codes, sont apparus de la même façon en Croatie et en Serbie [6], la guerre représente une rupture dans son développement en Croatie et Serbie dans les années 1990. Le football, en quelque sorte, s'est politisé en Croatie, tandis que la Serbie s'est « *footballisée* ». En Croatie, la sphère politique est

restée dominante, ce qui ne fut pas le cas dans une Serbie des années 1990 transformée par Milošević en un État-mafia. Comme dans le supportérisme extrême, le machisme, l'alcool, les armes, la violence ont acquis des connotations positives en Serbie, du moins parmi certains pans de la jeunesse, qui vinrent à considérer le gangstérisme comme un nouveau mode de vie afin de faire face à l'embargo visant le pays[7].

Là où Tuđman a laissé un État croate certes corrompu mais relativement stable et sûr de ses frontières, la Serbie post-Milošević n'a vu le jour que grâce à un compromis entre les forces démocrates et les tenants de l'ancien régime (appareil de sécurité et crime organisé). Celui-ci n'a jamais permis à la Serbie de développer un État réellement stable. Or c'est cette faiblesse de l'État de droit qui confère une telle puissance à ces groupes violents formés avant et forgés pendant et par la guerre et qui fournissent aujourd'hui le gros des bataillons des jeunes supporters violents pour qui l'appartenance à ces groupes est un élément de construction masculine, identitaire et sociale.

Les groupes de supporters, déjà politisés et capables de se mobiliser par la force, comme ils l'ont fait pour chasser Milošević le 5 octobre 2000[8], jouissent d'une capacité de nuisance sociale sans commune mesure avec ce qui peut se voir ailleurs en Europe. Ces groupes, dont les autorités politiques reconnaissent elles-mêmes qu'elles les ont courtisés et utilisés[9] et dont les leaders sont mêlés de longue date à divers trafics pour lesquels ils ne sont jamais inquiétés par la justice, sont de véritables armées privées politiquement mobilisables, y compris par le pouvoir politique[10], dont les effectifs se situeraient aux environs de 5000 supporters violents identifiés[11].

De quoi les hooligans sont-ils le nom ?

Du point de vue de l'État, le fait que ces groupes semblent si influents, notamment auprès d'une nouvelle génération de jeunes garçons nés dans les années 1990 qui n'ont connu que les bombardements de l'OTAN et une transition démocratique qui n'a pas tenu ses promesses, et que leurs leaders échappent invariablement à la justice, pose la question du bon fonctionnement du pays. Les violences graves qui eurent lieu en marge du dernier derby de Belgrade de novembre 2013 ont remis le problème sur le devant de la scène.

Le problème est que ces clubs ont un statut public, ce qui signifie que ces leaders infréquentables se retrouvent dans les mêmes instances dirigeantes que les responsables politiques et judiciaires censés les combattre. Aleksandar Vučić, homme fort du pays depuis 2012 n'est-il pas très proche de l'Étoile Rouge de Belgrade après en avoir fréquenté les tribunes pendant des années ? Comment peut-on à la fois siéger avec des individus, les utiliser pour déclencher des violences en cas de besoin, et ensuite, promettre de tout mettre en œuvre pour combattre le hooliganisme ? L'immixtion du politique dans le judiciaire pose de graves questions sur la façon dont l'État serbe fonctionne[12].

On voit donc qu'il ne s'agit pas, comme en Pologne, en Croatie ou ailleurs, d'un simple problème d'ordre public. Ces groupes et ces leaders se trouvent inclus dans un système complexe composé de l'ensemble des strates dirigeantes du pays (politiques, magistrats, frange la plus intégriste de l'église orthodoxe, hommes d'affaires, anciens des services de sécurité, mafieux), elles-mêmes survivantes du système de sécurité mis en place par Milošević et qui n'a jamais été vraiment purgé[13]. N'oublions pas qu'Aleksandar Vučić a été ministre de l'Information de Milošević en 1998-1999. Quant à Ivica Dačić, il fut son bras droit, son porte-parole et successeur à la tête du parti socialiste.

Du point de vue de la société serbe, la puissance de ces groupes pose la question du paradigme ethno-nationaliste encore dominant. Quand bien même les supporters violents seraient sanctionnés, cela n'agirait en rien sur les raisons pour lesquelles ils sont perçus, eux et les idées nationalistes qu'ils véhiculent, comme des modèles par autant de jeunes garçons. C'est un vrai travail d'éducation à long terme qu'il s'agit de mener. La bonne nouvelle réside toutefois dans le rejet de la violence par l'opinion serbe comme on l'a vu dans la presse après le dernier derby de Belgrade, ou dans les manifestations qui eurent lieu après la mort du supporter français Brice Taton, battu à mort à Belgrade en 2009. On doit aussi noter que les dernières mobilisations organisées par des groupes ultranationalistes n'ont rencontré qu'une audience limitée malgré la transformation de certains de ces groupes, comme Dveri, en partis politiques aux scores électoraux assez faibles (4,5 % aux élections de 2012).

L'Union européenne vient tout juste d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Serbie, avec pour priorité les chapitres 23 et 24 sur la justice. C'est à la fois un défi colossal et une chance inouïe pour Belgrade car cela suppose d'achever la transformation du pays en véritable État de droit stable. Or, si l'on considère le recul de l'État face aux menaces hooligans dans l'organisation de la dernière Gay Pride de septembre 2013, on constate qu'il y a encore un long chemin à parcourir. Dans cette entreprise, les progrès en matière de lutte contre le crime organisé et le hooliganisme, deux phénomènes étroitement liés, pourraient servir à jauger le succès ou de l'échec de Belgrade.

Notes :
[1] Nicolas Hourcade, « Supporters extrêmes, violences et expressions politiques en France », in Thomas Busset *et al.* (dir.), *Le football à l'épreuve de la violence et de l'extrémisme*, Lausanne : Antipodes, 2008, pp. 87-105.
[2] « Football, Blood and War », *The Observer*, 18 janvier 2004.
[3] Loïc Trégourès, « Le Rôle du football dans l'éclatement de la Yougoslavie », in Luc Robène (dir.), *Le Sport et la guerre, XIX^{ème}-XX^{ème} siècles*. Rennes, PUR, 2013, pp. 497-506.
[4] Christopher Stewart, *Arkan, la tigre dei Balcani*, Padova : Alet, 2009.
[5] Ivan Đorđević, « Twenty Years Later: the War did (not) begin at Maksimir. An Anthropological Analysis of the Media Narratives about a never Ended Football Game », Institute of ethnography of Belgrade SASA, 2012.
[6] Drazen Lalic & Srdjan Vrcan, « From Ends to Trenches and Back. Football in the Former Yugoslavia », in Gary J. Armstrong & Richard Giulianotti (dir.). *Football Cultures and Identities*, Londres : MacMillan, 1999, pp. 176-185.
[7] Ivan Čolović, *Le Bordel des guerriers*, Paris, Non Lieu 2012. Voir aussi le documentaire de Janko Baljak, *Vidimo se u čitulji* (« Rendez-vous à la rubrique nécrologique »), 1995, sur la gangstérisation de la Serbie des années 1990.
[8] Les « *Delije* », supporters de l'Étoile Rouge, ont reçu un prix de la démocratie pour leur rôle dans cette journée. Voir Jonathan Wilson, *Behind the Curtain*. Londres : Orion, 2006.
[9] Selon les déclarations du Premier ministre I. Dačić, lui-même photographié un soir de victoire électorale avec l'un des leaders des supporters du Partizan Belgrade poursuivi dans de très nombreuses affaires. Voir « Hooligans en Serbie : la guerre de rue qui ensanglante Belgrade », *Le Courrier des Balkans (Vreme)*, 20 novembre 2013.
[10] Présent sur les lieux, l'auteur peut témoigner de ce que les enquêtes ont ensuite démontré : l'attaque de l'ambassade américaine par des dizaines de hooligans en février 2008 suite à la proclamation d'indépendance du Kosovo, ainsi que l'absence de policiers à cet endroit stratégique à ce moment-là, n'étaient pas dus au hasard.
[11] Entretien avec le Colonel Saša Todorović qui commande l'unité spécialisée de la police de Belgrade contre les violences sportives (Belgrade, 10 mars 2013).
[12] Après les violences du dernier derby, la police de Belgrade a publié un communiqué fort peu diplomatique rappelant qu'elle était la seule à faire son travail en interpelant les hooligans, tandis que la justice et le pouvoir politique les protégeaient de toute sanction.
[13] Jelena Milić, «The Elephant in the Room : Incomplete Security Sector Reform in Serbia and its Consequences for Serbian Domestic and Foreign Policies», in Vedran Dzihic & Daniel Hamilton (dir.). *Unfinished Business: the Western Balkans and the International Community*, Washington: John Hopkins University Press, 2011, pp. 159-178.

Vignette : Manifestations violentes à Belgrade en réaction à la déclaration d'indépendance du Kosovo (Marija Jankovic, Belgrade, février 2008).

* Loïc TRÉGOURÈS est diplômé de l'IEP de Lille, doctorant en science politique à l'Université Lille 2 (Ceraps).

Retour en haut de page

date créée
17/02/2014
Champs de Méta
Auteur-article : Loïc TRÉGOURÈS*